

**Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030 :
la dérive autoritaire de Laurent Wauquiez et de son exécutif doit cesser !**

Le 17 novembre, un collectif de 20 ONGs et plus d'une centaine d'athlètes, élus, professionnels, scientifiques, ou experts de l'environnement publiaient un appel pour des Jeux d'hiver 2030 compatibles avec le respect des limites planétaires et bénéfiques pour les populations et les territoires de montagne¹. Nous apprenons ce jour que l'exécutif régional de Laurent Wauquiez a décidé en représailles de supprimer les financements aux structures qui ont osé rappeler une évidence. C'est une nouvelle étape dans la dérive autoritaire de cet exécutif, et dans cette candidature antidémocratique aux Jeux olympiques et paralympiques (JOP) d'hiver 2030.

Que Laurent Wauquiez [refuse nos propositions](#) pour rendre autant que faire se peut les JOP d'hiver 2030 plus soutenables, nous en avons pris l'habitude. Mais il ne peut se passer de l'expertise et du dialogue avec les professionnels du sport et de la montagne qui œuvrent depuis de nombreuses années à rendre les marques de l'équipement de montagne plus vertueuses (Picture, Patagonia, Petzl...).

Créé en 2010, OSV (Outdoor Sports Valley) compte douze salariés et contribue chaque année à l'émergence de start -up et à la transition de nombreuses entreprises. L'association représente 400 adhérents de l'univers du sport Outdoor, et plus de 6 000 emplois. Pourtant, **Stéphanie Pernod, 1ère vice-présidente du conseil régional, leur a signifié par courrier le 18 décembre l'arrêt de leur subvention de 620 000 € pour leur prise de position pour des JOP durables.**

S'agit-il d'une décision révoquable ou d'une dérive autoritaire d'une Région qui n'a en réalité aucune intention de faire de ces jeux un modèle de durabilité ? Ces jeux auraient pu être l'occasion de repenser un modèle de compétition internationale qui est obsolète. Si la Région confirme sa décision et maintient ses représailles contre tout garde-fou démocratique, elle ne pourra maintenir longtemps l'illusion des jeux prétendument durables.

Nous n'oublions pas qu'en mai dernier, le TNG de Lyon² et le festival du court-métrage de Clermont-Ferrand³ étaient déjà victimes de mesures de rétorsion de la Région pour avoir osé critiquer la politique culturelle régionale. Les animateurs des sites Natura 2000 sont aussi victimes d'un plan social déguisé, pour être assimilés à des opposants politiques⁴. **La dérive autoritaire de la Région est de plus en plus évidente, et devrait inquiéter toute personne respectueuse des valeurs fondamentales de notre République.**

¹ JO d'hiver 2030 en France : « pas à n'importe quel prix pour l'environnement et les territoires de montagne » : [\[Tribune\] JO d'hiver 2030 en France : « pas à n'importe quel prix pour l'environnement et les territoires de montagne »](#)

² Notre communiqué de l'époque : [En Auvergne-Rhône-Alpes, la culture soumise au fait du prince ! - Les Écologistes](#)

³ [Une "guillotine politique", la Région réduit la subvention au Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand - France Bleu](#)

⁴ [Laurent Wauquiez « dézingue » les zones protégées d'Auvergne-Rhône-Alpes](#)

David Buisson, conseiller régional membre de la commission Sports : « Après le refus d'organiser un référendum, ces représailles constituent un nouveau coup de force dans une candidature de plus en plus antidémocratique. En cherchant à faire taire des propositions constructives, la droite prouve son sectarisme et le peu de crédit à accorder à ses discours pour des JO durables et responsables ».

Fabienne Grébert, coprésidente du groupe Les Écologistes et conseillère régionale de Haute-Savoie, conclut : « L'argent public doit financer des activités d'intérêt général, ce n'est pas l'argent de poche dont dispose Monsieur Wauquiez. Il ne devrait jamais être utilisé pour faire pression sur le positionnement d'organisations indépendantes. Cette candidature actée sans exigence démocratique montre une nouvelle fois ces limites. Les jeux ne peuvent se faire sans l'adhésion des habitants et des entreprises de la Région. Se mettre à dos les professionnels de l'Outdoor qui vivent au quotidien et ressentent le dérèglement climatique dans nos montagnes, c'est prendre le risque d'un rejet populaire et d'une compétition totalement déconnectée des enjeux. »

Notre groupe apporte son soutien à Outdoor Sports Valley et à tous les acteurs victimes des intimidations de la Région, et appelle l'exécutif régional à revenir à la raison.